19 juin 2013

Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 24 avril 2013 de M^{me} Frédérique Perler-Isaaz: «Les épaves de bicyclettes abandonnées sont-elles encore recyclées?»

TEXTE DE LA QUESTION

Depuis plusieurs années, la Ville de Genève attribue des mandats à l'association Pécîlôt 13 et à la fourrière afin d'enlever les vélos abandonnés sur le domaine public.

Ce mode de faire permet, d'une part, de débarrasser la voie publique et, d'autre part, de redonner une deuxième vie à ces vélos, qui sont réparés puis revendus à la population.

Depuis quelques mois, force est de constater que de nombreuses épaves de vélos envahissent à nouveau les rues et les parcs publics.

La Ville de Genève aurait-elle diminué le nombre de mandats, voire cessé sa collaboration avec l'association Pécîlôt 13 et la fourrière? Pour quelle-s raison-s?

Merci pour vos explications.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Les auteurs de la question écrite sous rubrique constatent que le nombre d'épaves sur le domaine public semble augmenter à nouveau.

Ils demandent dès lors si la collaboration existant entre la police municipale et les responsables de l'enlèvement desdites épaves est toujours existante.

Depuis de nombreuses années, la police municipale travaille en étroite collaboration avec l'Association pour la récupération de vélos (ARV), gérée par M. Giuliano Broggin.

A tour de rôle, les cinq postes de quartier organisent, durant l'année civile, une opération de ramassage coordonnée avec l'ARV.

Afin d'identifier, tant pour la population que pour l'ARV, les vélos qualifiés d'épaves, ces derniers sont affublés d'un bracelet fluorescent apposé par les agents de la police municipale. Ainsi, la population, et l'éventuel propriétaire, savent que le vélo en question sera prochainement retiré de l'espace public. Pour les collaborateurs de l'ARV, le bracelet fluorescent simplifie l'identification des véhicules à enlever.

A chaque opération de ce genre, dans les divers secteurs de la ville, des centaines de vélos sont retirés des trottoirs et de la chaussée.

Cela étant, depuis le 1^{er} janvier 2012, la vignette vélo n'est plus obligatoire. Or, l'apposition sur le vélo d'une vignette de l'année en cours constituait un indice probant, permettant aux agents de la police municipale de définir si le vélo était abandonné ou pas. Le seul état de délabrement avancé du cycle n'est pas toujours déterminant.

Depuis la suppression de la vignette, il est moins aisé de distinguer le vélo abandonné, du vélo mal entretenu. Dès lors, en cas de doute, les agents de la police municipale renoncent à doter le vélo en question du bracelet fluorescent.

C'est probablement la raison pour laquelle le nombre de vélos endommagés stationnés sur le domaine public a légèrement augmenté l'année dernière.

Pour le reste, il n'est pas question d'abandonner la pratique décrite ci-dessus. La collaboration entre toutes les parties concernées est optimale.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Guillaume Barazzone